

Unité départementale de l'Aisne  
25 rue Albert Thomas  
Cité administrative  
02100 Saint Quentin

Saint Quentin, le 04/06/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CLOE**

Chemin de la Marnière  
02690 Essigny-Le-Grand

Références : 175  
Code AIOT : 0005104412

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2025 dans l'établissement CLOE implanté Chemin de la Marnière 02690 Essigny-le-Grand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CLOE
- Chemin de la Marnière 02690 Essigny-le-Grand
- Code AIOT : 0005104412
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Les contrôles concernent :

- L'action nationale consistant à s'assurer que l'exploitant a mis en place les moyens et l'organisation permettant de prélever des échantillons en cas d'incendie dans les milieux exposés aux fumées.
- La politique de prévention des accidents majeurs qui fait partie du système de gestion de la sécurité des sites SEVESO.
- La gestion de l'émulseur qui est utilisé pour la défense incendie et sa fiche de données de sécurité.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- SGS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                                 | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------|---|--|-----------------------|
| 8  | PPAM – Existence   | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5             | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 9  | PPAM – Elaboration | Code de l'environnement du 16/07/2013, article L515-33  | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 10 | PPAM – Objectifs   | Code de l'environnement du 16/07/2013, article L 515-33 | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 12 | émulseur (FDS)     | Règlement européen du 18/06/2020, article 1             | Demande d'action corrective  | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire                                   | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1  | Mise à jour du POI                                   | Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100 | Sans objet        |
| 2  | Réalisation d'exercice POI                           | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5               | Sans objet        |
| 3  | Liste des substances recherchées et milieux associés | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5               | Sans objet        |
| 4  | Stratégie de prélèvement                             | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5               | Sans objet        |
| 5  | Personnels compétents                                | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5               | Sans objet        |
| 6  | Liste des produits de décomposition                  | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9               | Sans objet        |
| 7  | Liste des produits de décomposition                  | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9               | Sans objet        |
| 11 | Réexamen, mise à jour, avis du CSE                   | Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 515 -87  | Sans objet        |
| 13 | défense  | Règlement européen du                                     | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|-------------------------|-------------------|
|    | incendie          | 18/06/2020, article 1   |                   |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant avec l'aide d'un bureau d'étude a mis en place l'organisation et les moyens permettant d'effectuer des prélèvements autour de son site en cas d'incendie. Suite à la reprise des activités, l'exploitant n'a pas identifié son obligation de mise en place d'une politique de prévention des risques majeurs. Cette politique doit être réexaminée au moins tous les cinq ans. L'activité ayant été reprise en mars 2024, l'exploitant se doit de mettre cette politique en place dans les plus bref délais.

La fiche de données de sécurité de l'émulseur doit être actualisée conformément au règlement Européen REACH.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise à jour du POI

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>SSH :<br>Code de l'environnement<br>R. 515-100<br>« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. » |
| <b>Constats :</b><br><br>La dernière version du POI est du 28 janvier 2025.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 2 : Réalisation d'exercice POI

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>SSH :<br>Code de l'environnement<br>R. 515-100<br>« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. » |
| <b>Constats :</b>   |

|   |
|---|
| <p>Le dernier exercice date du 21 novembre 2024. Il a eu pour objectif la gestion d'un départ d'incendie dans le local palettes. Suite à l'exercice, un plan d'action a été défini. Il consistait à ajouter le volet prélèvement environnemental dans la check liste des opérations à mener en cas de déclenchement du POI.</p> <p>Ce point a été ajouté et figure dans la dernière version du POI.</p> <p>Le poste de garde dispose du POI et d'un document plus concis qui contient la check liste, les fiches scénarios, la partie communication externe et interne.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »</li> </ul> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>De la page 64 à la page 69 du POI les points de prélèvement, les substances recherchées, les méthodes d'analyses et les milieux de prélèvement sont précisés.<br/>La justification des substances s'appuie sur l'étude des produits de décomposition du 8 août 2023 (rapport 18970048-1). Les substances sont au nombre de 14. En cas de nouveau produit, l'exploitant solliciterait le bureau d'étude.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 4 : Stratégie de prélèvement**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> |

|   |
|---|
| <p>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</p> <p>[...]</p> <p>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</p> <p>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.[...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI contient les cartes et points de prélèvement envisagés (12 points) en fonction des vents dominants.</p> <p>Trois milieux de prélèvement ont été choisi : sol, végétaux, eau.</p> <p>Un numéro de téléphone permet de joindre le bureau d'étude si des prélèvements devaient être initiés. Le bureau d'étude gère la mise en place des matériels nécessaires pour les prélèvements et les surveillances.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 5 : Personnels compétents

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <p>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</p> <p>[...]</p> <p>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des</p> |

|  |
|--|
| <p>délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées;</p> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Un bon de commande (29/11/2024) fait référence à l'offre qui s'applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025. Cette offre précise que le bureau de contrôle certifie que son personnel est habilité et formé (référence Q-1879401 14 octobre 2024).<br/>L'offre prévoit que le bureau de contrôle soit sur site dans les 4 heures après l'appel.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 6 : Liste des produits de décomposition**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Produits de décomposition en page 61 dans deux scénaris de décomposition.</p> <p>Le rapport 18970048-1 du 8/08/2023 détaille la démarche d'identification des produits.</p> <p>Les produits sont : les aérosols, les emballages, les câbles électriques, les chariot élévateurs.</p> <p>Les nouveaux produits (déodorants billes) depuis l'étude ont les mêmes constituants principaux que les aérosols.</p>                |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 7 : Liste des produits de décomposition**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p> |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>         |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p>  |

|   |
|---|
| La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai. |
| <b>Constats :</b><br><br>La notice de réexamen reprend la liste des substances combustibles et produits de décomposition.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 8 : PPAM – Existence

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PPAM   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant n'a pas mis en œuvre de politique de prévention des accidents majeurs suite à la reprise des activités en mars 2024. Il dispose d'une politique QSE qu'il diffuse sous la forme d'un document, renouvelé chaque année, en fonction des objectifs. Il est diffusé à l'ensemble du personnel et affiché.<br><br>La politique de prévention des accidents majeurs est mentionnée dans le manuel SGSE de l'ancien exploitant. Elle aurait été révisée, lors de la revue de direction, du 22 février 2011. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Il est demandé à l'exploitant de compléter sa politique QSE avec une politique de prévention des accidents majeurs sous 2 mois.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |

#### N° 9 : PPAM – Elaboration

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/07/2013, article L515-33 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PPAM   |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |



|  |
|--|
| <p>L'exploitant élabore un document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs.</p> <p>Cette politique est conçue pour assurer un niveau élevé de protection de la santé publique et de l'environnement et est proportionnée aux risques d'accidents majeurs. Elle inclut les objectifs globaux et les principes d'action de l'exploitant, le rôle et l'organisation des responsables au sein de la direction, ainsi que l'engagement d'améliorer en permanence la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs.</p> <p>Cette politique est mise à jour et réexaminée périodiquement.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas mis en œuvre de politique de prévention des accidents majeurs suite à la reprise des activités en mars 2024.</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser, sous un mois, comment il va élaborer sa politique de prévention des accidents majeurs.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>   |

#### N° 10 : PPAM – Objectifs

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/07/2013, article L 515-33</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PPAM</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élabore un document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs.</p> <p>Cette politique est conçue pour assurer un niveau élevé de protection de la santé publique et de l'environnement et est proportionnée aux risques d'accidents majeurs. Elle inclut les objectifs globaux et les principes d'action de l'exploitant, le rôle et l'organisation des responsables au sein de la direction, ainsi que l'engagement d'améliorer en permanence la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs.</p> <p>Cette politique est mise à jour et réexaminée périodiquement.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas mis en œuvre de politique de prévention des accidents majeurs suite à la reprise des activités en mars 2024.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser, sous un mois, les objectifs de sa politique de prévention des accidents majeurs.</p>  |

|  |
|--|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                      |

N° 11 : Réexamen, mise à jour, avis du CSE

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 515 -87  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PPAM  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - La politique de prévention des accidents majeurs définie à l'article L. 515-33 est réexaminée au moins tous les cinq ans et mise à jour, si nécessaire. Elle est par ailleurs réalisée ou réexaminée et mise à jour :1° Dans un délai raisonnable :a) Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant du régime défini à la présente section ;b) Avant la mise en œuvre de modifications des installations ou des activités d'un établissement entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente section ou, si l'établissement en relève déjà, de le faire entrer dans le régime défini à la sous-section 2 ou de l'en faire sortir ;c) Avant la réalisation de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés à des accidents majeurs ;2° Dans le délai d'un an à compter du jour où, pour d'autres raisons que celles mentionnées au 1°, un établissement entre dans le régime défini à la présente section ;3° Dans les meilleurs délais possibles, à la suite d'un accident majeur dans l'établissement.</p> <p>II. - Le document définissant la politique de prévention des accidents majeurs ainsi que les réexamens périodiques dont il fait l'objet sont soumis à l'avis du comité social et économique prévu à l'article L. 2311-2 du code du travail.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas mis en œuvre de politique de prévention des accidents majeurs suite à la reprise des activités en mars 2024.</p> <p>Le code de travail impose un an d'ancienneté pour pouvoir faire partie du comité sociale et économique (CSE).</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La politique de prévention des accidents majeurs doit être réexaminée tout les cinq ans et soumise pour avis aux membres du CSE, dès qu'il sera créé.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

N° 12 : émulseur (FDS)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/06/2020, article 1 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émulseur                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |

L'annexe II de REACH (règlement (UE) 2020/878) prévoit des exigences relatives au contenu des fiches de données de sécurité (FDS) qui s'appliquent à l'ensemble des fiches de données de sécurité.

REACH est l'acronyme de « Registration, Evaluation, Authorisation and restriction of Chemicals ». Il prévoit :

- L'enregistrement de toutes les substances fabriquées ou importées à plus de 1 tonne par an ;
- L'évaluation des propositions d'essais, des dossiers d'enregistrement et des substances ;
- L'autorisation de mise sur le marché en vue d'une utilisation, pour les substances extrêmement préoccupantes ;
- La restriction de fabrication, mise sur le marché ou utilisation, pour encadrer et gérer les risques de certaines substances chimiques. Ce système pré-existait avant l'entrée en vigueur de REACH et a été repris au sein de ce règlement.

La fiche de données de sécurité (FDS) est un document clé de la gestion des risques chimiques dans la mesure où elle doit permettre d'accéder à une information complète et concise sur les dangers et la gestion des risques des substances et des mélanges utilisés dans les produits. Elle précise leur classification de danger et leur étiquetage et détaille notamment les mesures à prendre pour les manipuler, les stocker, les éliminer. Passée d'amont en aval dans la chaîne d'approvisionnement, elle est établie sous la responsabilité de chaque fournisseur, du premier responsable de la mise sur le marché aux utilisateurs, qui peuvent l'enrichir pour en faire un outil de traçabilité complet.

Réformée et encadrée par le règlement REACH dans son annexe II, la FDS peut présenter, sous certaines conditions, des scénarios d'exposition en annexe. Un scénario d'exposition décrit l'ensemble des conditions dans lesquelles des substances dangereuses peuvent être utilisées en toute sécurité.

Le contenu des FDS se fonde sur les données des dossiers d'enregistrement des substances. Les FDS sont obligatoires pour toutes les substances et tous les mélanges dangereux, ainsi que pour les substances SVHC.

#### Constats :

L'exploitant a présenté la fiche de données de sécurité de l'émulseur qui est utilisée pour la défense incendie.

**La fiche n'est pas conforme à l'annexe II de REACH, elle ne contient pas les 16 rubriques qui constitue une FDS**

La FDS doit comporter les 16 rubriques suivantes :

- Identification de la substance ou du mélange et identification du fournisseur
- Identification des dangers
- Composition / informations sur les composants
- Premiers soins
- Mesures à prendre en cas d'incendie
- Mesures à prendre en cas de déversements accidentels

|   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Manutention et stockage</li> <li>- Contrôles de l'exposition / protection individuelle</li> <li>- Propriétés physiques et chimiques</li> <li>- Stabilité et réactivité</li> <li>- Données toxicologiques</li> <li>- Données écologiques</li> <li>- Données sur l'élimination du produit</li> <li>- Informations relatives au transport</li> <li>- Informations sur la réglementation</li> <li>- Autres informations y compris les informations concernant la préparation et la mise à jour de la FDS</li> </ul> <p>+ Scénarios d'expositions annexés à la FDS pour les substances mises sur le marché à plus de 10 tonnes par an</p> <p>Une FDS doit être conservée au moins 10 ans.</p> <p>Les conditions de stockage mentionnées sur la FDS indiquent que les locaux doivent être correctement aérés.<br/>Le produit est stocké dans une cuve située dans un local équipé d'une grille de ventilation haute et une grille de ventilation basse.</p> <p>L'étiquette de la société SMS sur la cuve reprend les données suivantes :<br/>émulseur profil AR3-3 3 % remplacer 01-16 prochain contrôle : FS<br/>La société SMS ayant été remplacée, les données affichées ne sont pas actualisées ni explicites.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un mois, il convient de mettre à jour et en cohérence les informations affichées sur la cuve et dans le local et de disposer d'une fiche FDS à jour.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>  |

**N° 13 : défense incendie**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/06/2020, article 1</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyen de lutte contre l'incendie de la cellule d'expédition</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>.../...</p> <p>L'entrepôt doit être équipé de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.</p> <p>.../...</p> |

**Constats :**

La défense incendie est assurée par un dispositif d'extinction automatique de dispersion d'une mousse à haut foisonnement pour la cellule de réception.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification de l'émulseur dans ses conditions d'emploi (4/02/2025) et un rapport d'analyse de l'émulseur de 2024 provenant de son sous-traitant. Les deux documents n'appellent pas d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite